
Migrations et nouvel ordre mondial

Gian Paolo Calchi Novati

Les flux migratoires de l'Est et du Sud en direction du Nord développé constituent un des problèmes cruciaux de cette fin de siècle. L'Europe est de nouveau, comme dans l'immédiat après-guerre, — mais pour des raisons différentes — l'épicentre du phénomène. La Méditerranée est un des carrefours: la tradition d'échanges qui a connoté son histoire se retrouve aussi dans le domaine du déplacement des hommes et des femmes dans des conditions nouvelles. Manque cependant au niveau européen une réglementation qui aille au-delà de simples mesures d'endiguement (de «containment»). La Méditerranée continuera-t-elle à être un «pont» ou se transformera-t-elle en «mur»?

L'urgence "réfugiés" a été provoquée dans quelques cas par des discriminations, des persécutions ou des événements militaires. L'«état de nécessité» peut concerner l'individu ou une communauté entière qui ne peuvent plus espérer une protection adéquate de la part de l'Etat d'appartenance. Mais les exodes se justifient le plus souvent par des raisons de sous-développement, de pauvreté, de sécheresse ou de dégradation écologique en concomitance avec l'offre de travail provenant des pays d'économie avancée ou avec la simple représentation du bien-être et de la richesse à travers les moyens de communication de masse qui atteignent toute la planète. L'«attraction» de l'Europe a sûrement été parmi les causes d'érosion du système du «socialisme réel» d'un côté (en particulier par les effets directs de l'exode des pays «de frontière») et a, d'un autre côté, accéléré la dissolution des Etats multinationaux de l'Est et, avant tout la Yougoslavie, mais aussi l'URSS par l'évidente «course» des groupes dirigeants les plus proches de l'Europe (Slovénie, Croatie, Etats baltes) pour se détacher le plus vite possible de leurs formations étatiques respectives avant la «clôture» de la CEE.

En théorie, certaines solutions auraient dû conjurer les migrations mais les déceptions successives — ou les faits de guerre — ont, par d'autres effets, relancé l'exode. Toute politique méditerranéenne devra en tenir compte.

Migrations et interdépendance

Toutes les prévisions concordent pour estimer que le phénomène des migrations de masse en direction des pays à haut revenu du Nord est destiné à durer et à s'intensifier modifiant durablement le profil national, culturel et religieux des pays de l'Europe communautaire et de l'Occident en général. En dépit de l'augmentation de l'émigration de l'Est, pour l'Europe à moyen-long terme, la pression migratoire opérera principalement au Sud, provoquant les secousses les plus graves, ne serait-ce que par la plus grande «différence» et la visibilité d'une telle différence des populations provenant du Tiers-Monde (Maghreb et Afrique Occidentale pour l'Europe et de manière seconde, Asie méridionale, Amérique latine et Caraïbes pour les Etats-Unis). L'émigration ne peut être disjointe des autres flux: communications, modèles, marchandises, tourisme etc. Les deux causes qui y concourent sont le déséquilibre économique et le différentiel démographique.

Du fait surtout de ses motivations économiques, le processus migratoire rentre dans la problématique générale de l'interdépendance marquée par l'extrême disparité entre les différentes régions et populations: il s'agit d'un transfert de ressources à l'égal de capitaux et de la technologie. Le Nord, qui par un côté le provoque et le gouverne, mais qui, par d'autres aspects, le subit, se montre particulièrement sensible à ce sujet, plus que pour les autres chapitres du contentieux Nord-Sud avec la seule exception, peut-être, du pétrole. Le «centre» du système est sérieusement dérangé par le fait de ne pouvoir contrôler complètement un facteur aussi important pour la production qu'est le mouvement de la force de travail. La forte émotivité dont se charge le problème n'aide pas les solutions; sa dimension multidisciplinaire est facteur de confusion déjà au niveau même de la connaissance.

Pour ce qui concerne la démographie, il est probable que les estimations courantes soient erronées par excès. Le taux d'augmentation dans les PVD a commencé à ralentir et la courbe du «boom» de la population du Sud pourrait être vite corrigée. Mais la disproportion reste nette. Pour le moment on peut dire que jamais dans l'histoire de l'humanité il n'y a eu un potentiel aussi haut en faveur du déplacement massif de populations entre les pays et les continents, facilité, au-delà des décalages, par la révolution des transports et de l'information, avec en conséquence la disparition de la frontière comme

barrière-obstacle préconstitué.

Dans le rapport Europe-Méditerranée, la décennie 90 devrait connaître une croissance en pourcentage de 1,5% dans la CEE et de 0,7% dans les pays de l'AELE (soit une augmentation globale de 5-6 millions d'individus) contre une croissance de 23,6% chez les pays riverains du bassin non membres de la CEE (soit une augmentation d'ensemble de 58 millions de personnes). Les erreurs ne démentent pas l'idée que la Méditerranée sera dans l'immédiat une zone de crise.

On pourrait tenter de déterminer la «quantité» des dynamiques migratoires sur la foi de données chiffrées. Le niveau minimum devrait être celui qui permettrait d'égaliser les taux de croissance de la population entre pays receveurs et pays fournisseurs tandis que le niveau maximum équivaut aux flux requis pour réduire à zéro le taux de croissance dans les pays pauvres. Si cette évaluation est trop grossière, le calcul pourrait être fait sur la base de l'égalisation tendancielle, sur un nombre déterminé d'années, entre les niveaux des deux catégories de pays, même si une telle approche comporte des analyses avec un nombre encore plus grand d'inconnues. Puisqu'il est vraisemblable que l'appel du Nord soit plus fort que le rejet du Sud, l'étude prévisionnelle des flux pourrait partir des exigences des pays hôtes: chute démographique et besoins en matière d'emplois.

Les émigrations ont toujours représenté une question essentiellement politique et une discipline qui fait abstraction des implications de caractère politique n'est pas pensable. Habituellement les changements de régime ou de positionnement ouvrent immédiatement des canaux qu'il est alors plus difficile de refermer (sauf le recours à des formes explicites de répression avec l'usage de la force pour contenir l'exode, en renverser le flux avec des programmes d'intervention active: c'est la tendance que l'Europe est de fait en train de débattre).

L'Italie, en raison de la conformation de son territoire, est particulièrement vulnérable à l'immigration clandestine ou incontrôlée. Ce n'est que récemment qu'elle s'est dotée d'une loi, la loi n° 39 en 1990 connue comme Loi Martelli, qui a mis fin au régime d'urgence fait de mesures au niveau administratif et de régularisations périodiques. Par cette loi, entre autre, l'Italie a aboli la réserve géographique pour l'acceptation de réfugiés politiques (l'adhésion à la convention de Genève de 1951 a été, pendant un temps, limitée à ceux qui venaient des pays de l'Est européen). Les chiffres sur les présences de citoyens extracommunautaires en Italie sont incertains, ils se situent entre les 500.000 unités des données officielles et le million et plus des estimations officieuses.

Dans l'économie italienne, l'immigration des pays de l'Est ou du Tiers-Monde qui parvient à s'y insérer, joue la fonction d'une force de travail clandestine, une main-d'œuvre de complément ou de substitution qui, de manière surprenante, s'est établie en nombre dans les régions du

Mezzogiorno, celles à plus bas niveaux d'industrialisation et aux plus hauts taux de chômage, exploitant la «dérégulation» et les interstices de l'économie souterraine. Bien que faible par rapport aux pays-leaders du bloc capitaliste comme l'Allemagne ou la France (ou les Etats Unis), l'Italie appartient à la zone «forte» du système économique mondial et ne pouvait échapper à un problème qui est un «fruit empoisonné» du développement: en un certain sens, l'entrée massive des travailleurs provenant de la zone afro-asiatique et des pays de l'Est, de l'Albanie en 1990-91, a été l'élément constitutif de l'investissement définitive de l'Italie comme membre de plein droit du Nord riche et industrialisé.

A la base du déplacement d'énormes courants d'immigrés vers le Nord et en particulier vers l'Europe occidentale, il y a l'interdépendance qui comme telle est irréversible, opère sur tous les fronts et, à la longue, plus les solutions de type libéral s'imposent, plus elle devrait promouvoir les migrations. Plus qu'anti-historiques, les blocages aux frontières risquent d'être contre-tendance sauf à admettre que le libéralisme est seulement une façade ou d'envisager comme hypothèse une orientation résolue dans un sens autoritaire des systèmes politiques occidentaux.

Si elle était neutre, l'interdépendance serait la relation mutuelle entre les peuples, les Etats et les économies. Sa caractéristique serait la réciprocité. Dans les faits l'interdépendance (et le concept négatif qui y est sous-tendu: la «dépendance» de la partie faible) inclut l'existence d'une asymétrie qui permet une répartition inégale des coûts et les bénéfiques. C'est précisément la hiérarchisation du système qui stimule les migrations en recherche de conditions meilleures.

Les migrations répondent à des poussées et à des choix d'individus et de familles ainsi qu'à des conditions passagères mais ne surviennent pas dans un vide socio-politique, elles sont en fait prédéterminées par des variables structurelles qui les surpassent. Selon l'interprétation qui s'inspire du modèle du conflit centre-périphérie, les migrations sont une conséquence — ou tout simplement — un aspect de la domination du centre. Le déplacement de la main-d'œuvre des pays de la périphérie vers le centre prolonge les exodes de la campagne vers les villes et les coûts induits par le colonialisme pour insérer le plus grand nombre de secteurs possibles des économies «arriérées» dans l'économie monétaire et dans le marché. Ainsi se continue sous une autre forme le drainage de ressources par les plus forts pour l'accumulation du capital. Dans cette optique l'emploi de la force de travail des pays plus faibles se fait dans des conditions d'exploitation, soit par la concurrence au rabais qu'elle enclenche parmi les travailleurs et pour les économies dans certaines dépenses sociales soit pour la moindre capacité d'initiative politique des immigrés (paradoxalement plus l'immigration est clandestine plus l'exploitation et grande). Ce scénario est utile pour comprendre l'incorporation des pays externes dans le marché capitaliste

de l'économie-monde mais n'explique pas complètement les immigrations horizontales entre pays déjà inclus dans le système (entre Europe orientale et Europe occidentale après la fin du bloc socialiste) et ne représente pas complètement un processus de grande articulation. Les interprétations classiques qui présupposent un calcul rationnel et non conditionné sur les deux versants dans une relation de parité sommaire ne peuvent ignorer les conditions d'infériorité substantielle de celui qui fournit une main-d'œuvre à bas prix dans un système en progrès très rapide quant aux spécialisations productives.

Une piste possible de recherche serait l'«identité» du migrant, mais les facteurs psychologiques et sociaux apparaissent moins importants que les facteurs structurels. D'où l'obligation d'agir de toute façon sur le côté de l'interdépendance et plus précisément sur ses disparités.

Une soupape de sécurité?

Si une fois admise l'existence d'une contradiction que n'ont réglé ni la coopération ni la diffusion du capitalisme (une fois accepté le schéma de l'interdépendance, le préjugé selon lequel le sous-développement serait le produit d'une transplantation manquée du capitalisme dans le Tiers-Monde perd son sens) on devrait se demander si pour dépasser cette contradiction importe davantage l'antinomie capital-travail dans les différents pays, et avant tout dans les pays de la périphérie dont provient le flux migratoire, ou bien l'antinomie centre-périphérie. Le rapport Nord-Sud a traditionnellement agi dans cette seconde direction en croyant ainsi pouvoir influencer par voie de négociations ou d'accords internationaux sur le marché de l'économie mondiale (le nouvel ordre économique international). L'affirmation d'Etats pluralistes y compris dans le Sud avec des logiques qui reflètent les intérêts d'élites bien déterminées laisse croire que la première direction devient toujours plus importante. Il en ressort que les processus de transition vers la démocratie, en pratique vers la libéralisation économique, ont des conséquences de classe très nettes qui risquent de se traduire à bref ou à moyen terme par de fortes tendances répressives pour imposer une plus grande «discipline sociale» dans le but d'augmenter la production, la main-d'œuvre étant la seule ou la principale ressource de nombreux pays (africains surtout) qui, lorsqu'ils se retrouvent incorporés dans le marché, découvrent dramatiquement leur marginalité.

L'émigration serait alors une soupape de sûreté qui atténue la tension sociale dans les pays du Sud, pour la plus grande sécurité des classes dirigeantes locales (un pays comme l'Algérie dans la phase de la construction du socialisme planifié préféra s'orienter vers l'industrie «capital intensive», en laissant la classe ouvrière virtuelle aller se former

en France) mais aussi pour la sécurité de l'autoconservation du système global. Des crises continuelles d'instabilité dans la périphérie deviendraient un facteur difficile à gérer. La polarisation croissante entre zones fortes et zones faibles du monde rendrait alors négligeable l'effet d'amortisseur pour les PVD. Ces «retours» de l'émigration pour les PVD sont maigres étant donné que — au-delà de quelques avantages passifs comme la réduction de la pression du chômage ou le volume des envois d'argent des travailleurs à l'extérieur, qui pourtant dans quelques pays constituent la part active la plus importante — l'émigration n'a pas permis une impulsion concrète et permanente du développement remplaçant les investissements et les apports financiers provenant de l'extérieur.

Le déplacement de la main-d'œuvre s'adapte à l'évolution d'un système qui se base sur la liberté de mouvement des capitaux et des marchandises, et naturellement des services, et qui est à la recherche de la meilleure localisation de l'activité productive. Le Nord est toujours plus dépendant de la force de travail migrante et les migrations se soustraient aux exigences purement conjoncturelles. Les effets de l'immigration seraient en effet bénéfiques pour l'économie des pays industrialisés en créant plus de postes de travail que ceux occupés par les «étrangers» et en assurant le développement avec la demande supplémentaire de biens et de services. S'ajoutant à la main d'œuvre locale, les immigrés augmentent la richesse nationale. Les aspects négatifs pour les pays receveurs seraient, selon d'autres versions, l'augmentation du chômage et le retard des innovations technologiques avec en conséquence une perte de compétitivité à l'échelle mondiale. Et restent les effets sociaux de la transformation de la société, difficiles à mesurer surtout en présence de la crise économique et de la chute des valeurs, alimentant une dangereuse spirale de type discriminatoire ou franchement raciste car l'insécurité engendre refus et négation contre les «cibles» les moins protégées (auxquelles peuvent-être en outre attribuées les causes des comportements transgressifs comme la petite délinquance, le trafic de la drogue et le désordre dans les grandes villes).

Quelle politique d'accueil?

L'impact de l'immigration dans les pays d'accueil est d'autant plus violent que plus variée par origine géographique, comportements et culture — est l'immigration elle-même.

Le problème de l'«altérité» semble extrême dans le cas des immigrés musulmans islamiques en France et en Italie. L'Italie est plus sensible parce qu'elle est passée en peu de temps au rang de nation d'immigration après avoir été pendant presque un siècle pays

d'émigration. En dépit d'une grande homogénéité ethnico-culturelle, des perturbations sérieuses sont apparues aussi du fait de l'immigration d'arabes et d'asiatiques dans les pays de l'OPEP, l'autre zone de grande attraction en raison de la sous-population structurelle de la région du Golfe (la guerre au Koweït a servi à un premier «écurement» aux dépens des Palestiniens et des éléments les moins dociles).

Dans le contexte du nouvel ordre mondial l'Islam pourrait être la zone de plus grande résistance à l'homologation par le haut dans le marché à travers l'adaptation généralisée de systèmes libéral-démocratiques voulue par les Etats-Unis. Les Américains comptent sur la disponibilité des élites (vérifiée dans la préparation de la guerre contre Saddam), sur le relatif éloignement géographique et sur la présence massive de la force militaire. Les Européens sont plus intéressés à un modus vivendi concerté avec les Arabes et en général avec les Etats méditerranéens, qui peut aussi impliquer des accords ou des «contrats de développement» visant à favoriser l'immigration pour éviter l'antagonisme de leur voisins: pour l'Italie et la CEE, la zone méditerranéenne reste en perspective la direction la plus évidente pour pratiquer l'interdépendance et l'Europe a besoin par conséquent de valoriser et d'approfondir les rapports avec les nations des Balkans d'un côté et de l'Afrique du Nord de l'autre dans un esprit d'entente et sans les mettre en concurrence entre eux.

Les réfugiés politiques jouissent incontestablement d'une plus grande protection, les migrants économiques sont délégitimés comme «faux réfugiés» et leurs mouvements sont redoutés, dissuadés et tenus sous contrôle avec des stratégies qui incluent des aides alimentaires, des plans de limitation des naissances et des politiques de développement sur place. Dans les instances internationales la tendance est à instituer une discipline qui vise à ne pas absoudre, en tout cas à ne pas récompenser les pays qui provoquent le problème en renvoyant des masses de réfugiés chez les pays voisins, mais qui permette des solutions humanitaires pour les réfugiés eux-mêmes comme individus ou comme communauté. De ce point de vue révélatrice a été l'affaire de la Yougoslavie. De manière toujours plus insistante a été tentée la voie du rapatriement forcé (Albanie, Hong-Kong, Vietnam, Haïti etc...) y compris avec des interférences de type militaire dans les territoires d'installation (ce qui est arrivé en Irak après la guerre du Golfe pour la protection des Kurdes, et pourrait arriver en Bosnie).

Lorsque quelques milliers de réfugiés albanais «envahirent» les côtes de l'Italie orientale au cours de l'été 1991, les autorités italiennes ont eu recours à une stratégie en deux temps: l'expulsion massive et un programme d'aide d'urgence à l'économie du pays balkanique pour enrayer les réfugiés potentiels. Dans l'une et l'autre phase, la force a été déterminante. Toute la symbolologie de l'accueil — éloignement a été marquée du signe de la guerre à basse intensité: le stade où les réfugiés

furent entassés, la guérilla urbaine dans les zones les plus remplies, la police et l'armée pour le ratissage et le réaccompagnement en Albanie des réfugiés. Même la coopération a été gérée par l'armée (opération Pellican), qui s'est chargée de la distribution des aides et surtout du contrôle des ports et du patrouillage des côtes pour empêcher de nouveaux exodes.

Sur le thème des migrations, l'expérience démontre que les politiques restrictives, bien qu'énergiques, n'ont pas arrêté le flux à égalité des autres conditions, et ont tout au plus modifié la typologie des immigrés. Ici aussi cependant, tout dépend de l'image et de la substance des institutions démocratiques et de garantie dans les pays du Nord développé.

Coopération et sécurité

Le système international, et par-là même le Nord, qui incarne le modèle «gagnant» dans la compétition Est-Ouest, et indirectement dans le rapport Nord-Sud, est aux prises avec l'échéance de l'inclusion dans un marché désormais virtuellement illimité des pays victimes de la faillite du collectivisme dans ses différentes acceptions ainsi que des rapports inégaux qui, à différents titres, ont qualifié l'économie mondiale.

La fonction de l'immigration dans un tel contexte est ambiguë. D'un côté elle pourrait apparaître comme une contribution du Nord au développement du Sud, ou à tout le moins comme une forme d'allègement de quelques uns des effets les plus visibles du sous-développement (pauvreté, chômage, sous-emploi etc...).

De l'autre, à part les conséquences pratiques sur le développement, elle confirme la marginalité du Tiers-Monde. La réponse finale à tous les problèmes posés par le rapport Nord-Sud — et donc du même coup au problème des migrations — est subordonnée à la possibilité du système de promouvoir globalement le Sud à un stade plus équitable de développement et d'intégration. Dans des conditions déséquilibrées, en effet, on peut même poser comme hypothèse l'intérêt du centre à ne pas sortir de la crise récessive pour ne pas être contraint de valoriser entièrement les ressources du Tiers-Monde avec l'inconvénient à ses yeux de restituer au Sud, comme dans les années soixante-dix, un pouvoir contractuel effectif.

C'est sur des thèmes que nous pouvons définir de «coopération» que se décidera la stabilité du système et en dernière analyse le «nouvel ordre mondial» post-bipolaire et post-colonial. La coopération, elle aussi, a changé de sens avec le climat néo-libéral qui s'est imposé dans les plus grands pays de l'Ouest et dans les organes financiers

internationaux. Selon le principe de «l'avantage réciproque» qui désormais a été institutionnalisé, pour la coopération au développement pour de nombreux gouvernements des pays donateurs, la coopération — et par elle la condescendance pour l'émigration du Tiers-Monde — devient simplement un instrument politique lié aux objectifs de la sécurité du pays donateur. Ce qui répondrait mieux à l'idée originaire de coopération serait des programmes publics de soutien à l'émigration dans les pays receveurs ou des programmes bilatéraux ou multilatéraux pour favoriser le retour des travailleurs après leur qualification dans les économies du Nord ou par une meilleure utilisation des envois d'argent (actuellement employés surtout dans le bâtiment).

Aucun raccourci autoritaire ou répressif ne peut à terme dissoudre les nœuds du déséquilibre Nord-Sud avec les attentes et les frustrations que celui-ci nourrit, en Méditerranée ou dans d'autres zones de contact direct. La tentation d'employer la sanction militaire, expression extrême de la suprématie technologique du monde occidental est récurrente, et elle a fleuri comme on l'a dit y compris dans l'urgence réfugiés, mais celle-ci — par le fait même qu'elle reproduit sous différentes formes la guerre et qu'elle présuppose en tout cas l'existence de différences d'ordre économique, politique ou culturelle qui ne peuvent être réglés qu'avec la force - ne peut entraîner une intégration mais bien plutôt une forte opposition.

Gian Paolo Calchi Novati est professeur d'histoire des pays afro-asiatiques à l'Université d'Urbino (Italie) et a été directeur de la revue *Politica Internazionale* (1975-1989).